

Le futur que nous réserve-t-il ?

Ce texte a été écrit en avril par 3 occupant-es et visait avant tout une diffusion en interne. Depuis, des ami-es de divers comités nous l'ont demandé parce qu'ils en avait entendu parler. On s'est alors dit que cela pouvait être opportun d'en faire une version mise à jour pour être diffusée plus largement aux personnes et collectifs impliqués dans le mouvement. On rappelle cependant qu'il ne s'agit pas d'un texte collectif « des occupant-e-s de la ZAD » ou quoi que ce soit de ce genre mais seulement de quelques réflexions de 3 personnes à un moment T, réflexions dont certaines sont déjà sans doute un peu datées. (quelques mises à jour sont visibles en italique)

On est 3 personnes à avoir contribué et écrit ce texte parce qu'on sent comme une urgence à se donner des éléments pour penser ensemble la suite de la lutte. On veut partager quelques infos que tout le monde n'a peut être pas de la même manière, et poser des questions sans prétendre du tout couvrir tous les enjeux importants du moment. On est conscient que ces quelques analyses sont très partielles et subjectives, qu'il y a sans doute des conneries. Mais on se lance.

On se lance parce qu'on a l'impression d'être à un tournant de l'histoire de la lutte contre l'aéroport et il ne s'agirait pas se prendre un mur. On sent une victoire possible, mais quelle victoire? Même si le projet d'aéroport devait être abandonné, et vu qu'on n'aura jamais fini de combattre "son monde", comment peut on imaginer de continuer vivre sur la ZAD ? Et puis qu'est-ce ce ça implique une "zone libre" au sein de ce monde ? Comment cela persiste et fait contagion ? Comment est-ce que ça ne se fait pas bouffer par toutes les logiques adverses autour et les pourrissements internes ?

On espère en motiver d'autres à continuer cette tentative et à l'enrichir, à la critiquer ou en tout cas que ça suscite des débats.

Riri, Loulou et Fifi

Maman, ils ont raté l'avion !



Pas mal d'éléments ont bougé dans le cadre de la lutte contre l'aéroport ces dernières semaines et la possibilité de l'abandon du projet invite à reconsidérer les enjeux pour les mois et années à venir.

Au vu des déclarations de divers membres et ex-membres du gouvernement et engagements récents liés aux accords PS-EELV pendant le second tour des élections municipales (pour plus d'infos voir ci-dessous), il apparaît qu'ils ne démarreront pas de travaux avant l'épuisement des recours juridiques actuellement déposés. ça ça veut dire entre 2 ans selon les prévisions les plus pessimistes et 4 ans pour les plus optimistes. On peut imaginer quand dans ce contexte là ils vont attendre aussi pour lancer une éventuelle opération César 2. Ce nouveau contre-temps, peut tout aussi bien signifier à moyen terme, l'abandon du projet d'aéroport. Il ne s'agit pas vendre la carcasse du Boeing avant qu'il se soit crashé mais il paraît en tout cas aujourd'hui improbable que le projet redémarre vraiment dans le cadre de ce quinquennat. Par ailleurs, la DUP (déclaration d'utilité publique) tombe à l'eau en 2018.

De nouveaux recours concernant la loi sur l'eau sont lancés. Les juristes qui se sont penchés sur la question les considèrent comme gagnables. Dans ce cas, ils constitueront peut-être une porte de sortie «honorable » pour le gouvernement s'il ne se sent pas à relancer le projet.

En mars, la résistance aux menaces d'expulsion et de destruction de la ferme nouvellement occupée à Saint-jean du Tertre a fonctionné comme un test des deux cotés, dont la Préfecture ressort perdante après avoir fait face à un front uni du mouvement. Toutes les routes alentours ont été complètement bloquées pendant deux jours par une somme de barricades réalisées conjointement par des membres des comités locaux ou des associations, des occupant-e-s ou des paysans. Elle a dû abandonner l'opération aux derniers moments, autant, peut-on imaginer, du fait des difficultés techniques pour réaliser cette expulsion sans trop de dégâts au vu des dispositifs mis en place par les défenseurs/euses de la ferme, que du fait de la mobilisation large unitaire et de l'attention médiatique et politique très forte. Des négociations entre certains occupant-e-s et la préfecture qui demandait à ce que les routes soient libérées ont aboutis à ce que le préfet communique sur la « mise sous cloche » (ne pas détruire ni expulser) des fermes actuellement occupées illégalement tant que les recours juridiques ne seraient pas « écoulés », ceci en échange du fait que de nouvelles maisons ne soient pas occupées. Si cette stratégie de négociation n'a pas forcément fait l'unanimité et n'engage en tout état de cause pas à grand chose du côté du mouvement d'occupation (d'autant qu'aucune nouvelle ferme/maison ne devrait se libérer dans les temps à venir puisque tous les habitants/paysans actuels veulent rester), on ne peut voir ces déclarations que comme un signe de faiblesse de leur part. Dans la foulée, un hangar offert par des personnes des environs de Brest, a été acheminé par un convoi de tracteurs qui se relayaient tous les 20km jusqu'à la ZAD avec des pauses, casse-croûtes, fêtes et discussions aux diverses étapes. A l'approche de la ZAD le convoi s'est fait bloquer par la gendarmerie qui a stipulé sur ordre du Préfet que le montage de ce hangar était illégal, que toute personne y participant risquait entre 1200 et 6000 euros par mètre carré, que ce chiffre était augmenté au quintuple pour COPAIN, et que les agriculteurs concernés risquait l'interdiction d'exercer leur profession et un contrôle judiciaire. Le convoi est passé outre les menaces et a continué sa route. Le hangar est actuellement en cours de reconstruction sur le site du Rosier malgré de nouvelles menaces d'huissier dès le lendemain de son arrivée. Ces événements confirment l'impossibilité, constatée depuis plus d'un an, pour la Préfecture et AGO d'opérer pour l'instant des travaux conséquents sur une zone qu'ils ne maîtrisent plus et où pas mal de personnes et de moyens sont disponibles pour soit les empêcher directement de venir, soit pour saboter leurs efforts juste après leur venue (cf forage de 2013, travaux préparatoires d'élargissement de la route ou tentative d'obstruction de la d281 entre autre).

Le fait qu'ils reculent est évidemment lié au rapport de force entretenu de multiple manières depuis des années et qui s'est démultiplié avec la vague d'expulsion : occupation de la zone, recours, réactions lors des tentatives de travaux, sabotages, campagnes d'infos, pressions politiques...mais aussi à la mobilisation hors norme du 22 février et à l'impossibilité de diviser réellement les composantes du mouvement avant ça et depuis lors. Nos adversaires, relayés amplement par les médias, auront pourtant tout tenté pour jeter le discrédit sur le déroulement de la journée, diaboliser la colère, et faire croire que le mouvement était fragilisé (cf le Préfet et son fameux « les associations doivent cesser d'être la vitrine légale d'un mouvement armé »). Il est notable à ce niveau, que le premier recul important du gouvernement après des mois de fanfaronnades sur la reprise imminente des travaux soit arrivé juste après le 22 et dans la bouche même de Jean Marc Ayrault, alors encore premier ministre. Il est clair qu'ils ne peuvent à l'heure actuelle commencer véritablement de travaux sans évacuer la zone et qu'ils ne sont pas prêts aujourd'hui à prendre le risque politique de lancer une opération César 2 dont le déroulement et l'issue s'annoncent aussi coûteux qu'incertain.

D'un autre coté, il risquent de bien se garder, à priori, de déclarer l'arrêt de l'aéroport avant un moment pour ne pas paraître capituler complètement. Il ne leur faut ni donner l'impression de baisser la tête face aux intérêts patronaux, ni offrir une victoire aux opposant-e-s aux grands projets d'aménagements du territoire, victoire dont ils ont déclaré explicitement qu'ils craignaient qu'elle puisse faire contagion. Il y aussi le fait que les dédommagements prévus pour Vinci dans le contrat, risquent de faire apparaître l'aéroport comme ayant coûté très cher à l'État pour rien (*d'ailleurs, le contrat de concession passé en décembre 2010 entre l'État et la société AGO, filiale du groupe Vinci, devait être renégocié avant le 1er juillet et une nouvelle date d'ouverture devait être annoncée. Or, à ce jour, aucun rendez-vous entre l'Etat et AGO n'a été acté et chacun se renvoie la balle. Selon "maville.com "si le retard n'est pas imputable à AGO*

et s'il y a un préjudice démontré, le concessionnaire peut percevoir des indemnités. Et si le retard est supérieur à 24 mois, le contrat de concession peut être résilié".)

Dans ce contexte, il est toutefois encore dur de déterminer si l'abandon éventuel du projet d'aéroport entraînerait aussi un abandon du barreau routier ou une reprise des travaux à ce sujet à moyen terme. Les analyses sur la manière dont les deux sont liés et interdépendants divergent, et il n'y a pour l'instant évidemment aucune déclaration claire à ce sujet de leur côté. C'est donc un point sur lequel il va falloir rester très vigilant.

La ZAD sans l'aéroport ?

On pourrait imaginer qu'il devienne plus facile pour eux d'envisager expulser les occupant-e-s de la zad si le projet d'aéroport apparaît un jour comme étant abandonné. Ils miseraient alors sur le fait que les occupant-e-s en question perdent alors une partie du soutien dont ils pouvaient bénéficier tant qu'ils faisaient rempart au projet (Cet essoufflement de la solidarité est loin d'être joué car ce qui en constitue la force est aussi, et peut-être de plus en plus, ce qui se crée à la ZAD et plus seulement le refus de l'aéroport)

Mais, même si cette hypothèse est à prendre au sérieux à terme, il n'apparaît pas possible pour eux de jouer sur ce levier pour l'instant. En effet tant qu'ils n'annoncent pas la fin du projet d'aéroport, toute opération massive d'expulsion (même justifiée au nom du « droit commun » et de l'impossibilité de laisser une « zone en chaos ») apparaîtrait inmanquablement comme une volonté de passer en force sur le projet d'aéroport et de reprendre les travaux.

On peut donc aujourd'hui estimer que la seule opportunité d'opération policière réelle sur la zone dans les temps à venir (et donc peut-être le plus gros risque pour nous) serait liée à la possibilité d'une montée conséquente des tensions de voisinage avec les populations des bourgs alentours ou à d'hypothétiques "affreux délits très spectaculaires » dont les occupant-e-s de la ZAD pourraient être pointés comme collectivement responsables. Quoi que les autorités fassent pour aller dans ce sens, on peut s'attendre de toute façon à ce que nos adversaires poussent au maximum pour que, quitte à remettre en cause le projet d'aéroport, la ZAD, en tant que "zone de non-droit", apparaisse comme un cauchemar/repoussoir isolé et non comme une utopie en marche stimulante et propre à en générer d'autres.

Il faut sans doute tenir compte de ces enjeux et envisager que la situation puisse se retourner de nouveau pour des facteurs que nous ne saurions encore bien percevoir aujourd'hui. Cependant et sans nier les différences de vision et conflits possibles au sein même du mouvement anti-aéroport, il est sûrement nécessaire d'affirmer (au moins en interne, voire très publiquement) que nous entrons aujourd'hui dans une nouvelle phase de la lutte dont l'enjeu serait de conserver la zad comme une zone libre, collective et expérimentale à long terme, un territoire dont le destin soit pris en charge par celles et ceux qui y vivent. Il y a un enjeu fort à poser dès maintenant les bases de nos désirs communs aussi bien comme défi aux porteurs du projet ou aux futurs autres aménageurs que comme premiers jalons construits ensemble et sur lesquels on puisse inviter d'autres à rejoindre cette étape nouvelle du mouvement.

Convergences

A ce titre, il paraît primordial de trouver des formes de discussion larges pour envisager la suite, avec toutes les composantes de la lutte sur les terrains, habitant-e-s, paysann-es et compagnons proches de la ZAD. Ces discussions devraient partir de l'héritage de la lutte. Cet héritage, c'est la présence ici de diverses formes de vie, visions politiques, et pratiques portées par des groupes et personnes qui ont résisté ensemble. On peut espérer que cette nouvelle phase aboutisse à une envie de composition et de construction commune sur la durée plutôt qu'à une situation où chacun-e cherche à tirer la couverture à soi dans un but hégémonique.

Quelques enjeux clés :

- la collectivisation des terres autant en terme de vision politique et d'état d'esprit que cela implique sur la zone, de priorité à la propriété d'usage et aux « communs » sur la propriété privée, qu'en terme de rapport de force nécessaire face aux institutions et de recherche d'éventuelles formes juridiques adéquates pour les maintenir partagées.

- la composition entre diverses manières d'occuper les terres et d'y vivre pour les personnes et groupes qui ont combattu contre l'aéroport : que ce soit de l'agriculture plus conventionnelle, mais ouverte à évoluer pour certains agriculteurs historiques, des formes plus collectives et hors cadre pour un certain nombre de collectifs présent sur la zone dans la dynamique insufflée par Sème ta ZAD ou d'autres groupes, des espaces laissés non motorisés et plus sauvages tels que ceux envisagés dans les discussions de ce printemps sur la zone autour du Far Ouest.

- l'amélioration de l'habitat - en terme de confort et de pérennisation d'auto-construction ou d'entretien de

bâtiments existants, d'accès, d'entretien des "communs" (chemins, routes, fossés, puits et autres), de meilleure organisation des déchets ou d'accès partagés à l'eau ou à l'électricité pour ceux qui le souhaitent. Le renforcement des structures communes, de l'approvisionnement aux espaces collectifs de soins, de communication, de fête et autres ateliers et terrains de jeux.

- les liens de voisinage et même de vie commune, autant en interne sur la ZAD que dans les rapports aux personnes des bourgs alentours, aux autres usagers de la zone et de ses routes, et dans l'idée que la ZAD reste à la fois une zone à part en lutte mais aussi une zone ouverte, et pas un ghetto alternatif.

On va essayer de préciser quelques uns de ces aspects dans la suite du texte.

Précisions

L'arène politique

Dans l'entre 2 tours des élections municipales les Verts et le PS nantais ont signé un accord afin que les Verts soutiennent le PS. Les Verts avaient fait liste séparée du fait des désaccords sur l'aéroport et réalisé un score tel que le PS avaient besoin de leur soutien pour passer au second tour. En contre partie de leur ralliement, les Verts ont demandé un moratoire sur l'aéroport. Le moratoire a été rejeté. En revanche l'accord passé entre eux, qui a été négocié au niveau gouvernemental, stipule par écrit que les travaux ne commenceront pas avant que tous les recours juridiques actuellement déposés aient été épuisés. Cette position avait déjà été annoncée par Ayrault suite à la manifestation du 22 février, et en réponse aux appels pressants d'Auxiette, président de région, à expulser immédiatement la ZAD. Elle a été confirmée à plusieurs reprises par Ségolène Royal lors de son arrivée au ministère de l'écologie. Par la suite, Emmanuelle Cosse, patronne d'EELV a déclaré le 5 avril au conseil national de son parti que Valls leur avait proposé « à demi-mots, la fin de NDDL » afin qu'ils restent au gouvernement, lors du remaniement. Les Verts sont partis quand même et ont laissé la place à Royal, considérée comme critique au sein du PS du projet d'aéroport et qui avait proposé il y a quelques années de refaire la Déclaration d'Utilité Publique. Quoi qu'il en soit, on peut estimer que si Valls en est à faire ce genre de proposition aux verts, c'est que le gouvernement ne croit déjà plus vraiment à l'aboutissement du projet. En tout cas, dans le cadre de ce quinquennat. *Méfions nous cependant puisque depuis certaines prises de positions publiques ont été dans le sens de reconforter les pro-aéroports : Henri-Michel Comet, préfet de Loire-Atlantique a par exemple déclaré lors de son arrivée au poste en juin : « C'est un dossier majeur de l'action de l'État. Sa réalisation se poursuit au rythme d'un État de droit. »*

Pour un monde sans huissiers - à propos des maisons et fermes encore debout

Une partie des maisons vidées par AGO de leur locataires puis réoccupées récemment (la Freuzière, les domaines, le moulin..) ont encore des procédures en cours ou sont déjà expulsables mais devraient bénéficier de la trêve, tout comme le reste des habitats occupés au sein de la ZAD. Par ailleurs, en ce qui concerne les expropriations (des anciens locataires « reconnus »), il reste la Rolandière, Les Fosses Noires et la maison des singes. Elles avaient reçu un avis de quitter les lieux mais qui a été reporté. Il semble que tous les cultivateurs ou habitant-es historiques encore là aient prévu de rester et qu'aucune nouvelle maison ou ferme ne se videra dans les années à venir et en tout état de cause, avant qu'il y ait du nouveau sur le front de l'aéroport.

En cas d'opération policière - Retour sur la réunion du 12 avril avec les comités de la région

Le 12 avril a eu lieu une discussion avec les comités de la région, sur les réactions en cas d'opération policière massive sur la zone, de type expulsion ou autre. Il y avait une bonne présence (entre 20 et 30 comités représentés) et pas mal d'énergie pour continuer cet atelier initié lors de la rencontre des comités locaux de janvier, et ce malgré le fait que les opérations d'expulsion massive ou de démarrage conséquent des travaux ne semblent plus d'actualité pour le moment. Les personnes présentes s'accordaient pourtant à dire, que cela valait le coup de se préparer en période d'accalmie et de pouvoir parer à tout changement de cap. Pas mal de comités s'étaient réunis par proximité géographique avant le 12, pour s'entendre sur des plans communs et autres chaînes téléphoniques. Un certain nombre s'étaient organisés aussi avec des agriculteurs de COPAIN à ce sujet.

Les discussions traitaient des actions à mener en plus de la résistance et de la présence sur la zone même. Il a été question notamment de se mobiliser pour faire des actions coordonnées de blocage des routes ou de ralentissement, sur les points d'accès à la zone ou sur les grands axes, ponts et points stratégiques de la région, voire des occupations de lieu du pouvoir. Les comités présents se sont organisés aussi pour des actions nocturnes coordonnées de casseroles ou autre devant les hôtels où seraient logés les policiers. Il a été convenu qu'en cas de commencement d'opération policière une convergence aurait lieu le soir même, à partir des différents points de blocage ou d'actions, pour se rendre à 18h devant la Préfecture. Une assemblée aurait lieu après coup (probablement à B17) pour se coordonner pour les journées suivantes. Après une semaine d'opération, une grosse manifestation aurait lieu le samedi à Nantes. A l'extérieur de la région, certains comités, comme le comité Ile de France, préparent aussi des opérations de ralentissement des flux, d'autres privilégient l'occupation de lieux de pouvoir. Les comités présents se sont accordés sur le fait que l'opération de blocage de la région commence simultanément à une opération d'expulsion. Il est de toute façon probable que comme par le passé, nous soyons au courant par avance par divers signes et fuites, d'un déferlement policier sur la zone. Il a été rappelé que dans ce cas, les comités attendaient un signe commun d'occupantes de la ZAD, de personnes de l'ACIPA et de COPAIN.

Un prochain rendez-vous aura lieu le samedi 13 septembre à 14h à la Vache-rit avec les comités de la région, pour approfondir la coordination et la communication entre les comités à ce sujet.

Ce qui menace...

L'Empire contre-attaque

Le gouvernement cherche à se venger de l'affront constitué par la manifestation du 22 février et à exorciser la possibilité qu'un tel événement puisse un jour se reproduire et ce par la mise en place de nouveaux dispositifs répressifs. Ils viennent s'ajouter à posteriori à la brutalité policière qui s'est exercée le jour même et causée, entre autre, la perte d'un œil pour 3 manifestants.

Depuis le 22 février 2014 et jusqu'à ces derniers jours, au moins 22 personnes ont été arrêtées, accusées d'avoir participé à la manifestation organisée à Nantes ce jour-là. Certaines l'ont été le jour même, d'autres un mois après, et les suivantes au compte-goutte, chez elles, dans la rue, sur leurs lieux de travail. Plusieurs ont été incarcérées, notamment en détention provisoire. Cette campagne d'arrestation pourrait continuer.

Fait nouveau dans ce pays, ces arrestations se font en majorité à posteriori, sur la base d'images vidéos, de photos et de croisements avec des fichiers politiques établis par les services de renseignements (DGSI). Ces opérations montrent la croissance exponentielle du fichage des militant-es et sympathisant-es du mouvement ainsi que celui de l'utilisation judiciaire de la vidéosurveillance et des images en tout genre sur les manifs. Elles visent une nouvelle fois à isoler et punir certain-es pour asphyxier l'ensemble du mouvement. Elles sont, au-delà, une tentative de distiller une peur durable de participer à des manifestations et de pouvoir être arrêté chez soi des mois après sur les bases les plus floues. C'est maintenant à la solidarité même qu'ils s'attaquent : le 17 juin, 4 personnes se sont vues inculpées d' «association de malfaiteurs» en l'occurrence "entente établie en vue de commettre un rassemblement armé devant le tribunal de Nantes" le 19 juin. On avait retrouvé après un contrôle « de routine », dans leur voiture des affiches pour le rassemblement de soutien du 19 juin, ainsi que quelques outils. Certaines étaient fichées politiquement. L'une d'entre elles se rendait à un rdv avec son avocat en vue de son procès...le 19 juin. Ils et elles risquent jusqu'à 5 ans de prison pour ce délit.

Ces nouveaux dispositifs répressifs nous concernent toutes et tous car ils menacent les possibilités de lutte en général. C'est maintenant à tout celles et ceux qui, le 22 février, n'ont pas supporté de se faire entraver dans leur droit de manifester et sont restés sur place, à toutes celles et ceux qui se sont insurgés contre la violence policière et la répression, de ne laisser aucun inculpés seuls face à la justice ou derrière les barreaux et d'enrayer ce processus. Des rassemblements de soutiens et actions locales sont appelées pour les futurs procès les 7, 10, 16 et 18 juillet. Chacun-e est invité-e à diffuser de l'information à ce sujet. D'ors et déjà le collectif COPAIN s'est exprimé clairement contre cette répression arbitraire, soulignant par communiqué de presse que « Qu'elles fassent suite à la manifestation du 22 février à Nantes ou lors de manifestations antérieures ou futures le but visé est et sera toujours le même : tenter de diviser le mouvement (...) Nous restons tous déterminés, forts de notre unité et riche de nos diversités, nous ne nous laisserons pas diviser par la répression policière et judiciaire ! »

En parallèle, des blessés du 22 février s'organise avec d'autres victimes des armes dites « non léthales » pour dénoncer et empêcher leur usage.

Pour plus d'infos zad.nadir.org

Les patrons face au crash

Beaucoup de chefs d'entreprise ont eu l'air de bien sentir que le vent tournait ces dernières semaines. Une série de communiqué venant de cette direction est arrivée dans la presse, suite à une première montée au créneau de Louis le Duff, éminent patron de la restauration (qui menaçait de ne plus s'installer à Rennes si l'aéroport ne se construit pas et qui pleurniche et se plaint : « *J'avais pris cette décision d'implanter mon siège à Rennes car on m'avait promis que Notre-Dame-des-Landes se ferait.* » « *Dans l'économie actuelle on ne peut pas se permettre de ralentir. On doit toujours aller de l'avant.* ». « *Je ne demande pas des lignes qui aillent aux quatre coins du monde mais au moins qui ouvrent les portes à toute l'Europe et nous connectent facilement à tous les grands hubs.* »). Dans la foulée, tir groupé d'autres patrons avec quelques phrases mythiques à classer au panthéon de l'arrivisme libéral décomplexé (mais blessé) dont « *Il nous faut cet équipement supra régional qui nous permet de faire des allers-retours dans toutes les grandes villes européennes pour nos affaires* ». Cela permet de bien sentir pour qui et pour quoi l'aéroport se ferait. Il est clair qu'ils vont continuer à essayer de maintenir une pression forte et miser sur la portée du chantage à l'emploi et au développement économique.

Les retours récents des comités de la région, entre autre, montrent aussi que les pro-aéroports se mobilisent et que les clivages se durcissent : menaces sur des anti-aéroports, autocollants « pro-aéroports » sur les engins d'entreprise et de chantiers. C'est le cas notamment dans le coin de Châteaubriand où des entreprises comptaient sur cet « eco-aéroport » pour vendre et installer du panneau bois.

En parlant de patrons, des actions se mettent toujours en place pour tenter de déstabiliser les sous-traitants de Vinci pour l'aéroport, comme Biotope ou autres sous traitants. voir : <https://adopteunsoustraitant.noblogs.org/>

Dénonciation, harcèlement, actions directes... il faut faire en sorte que ces actions continuent et répondent aux engagements communs des différentes composantes du mouvement à ne laisser commencer aucun chantier ni travaux de destruction des espèces et autres escroqueries compensatoires. Il est possible à terme qu'il y ait peut-être de moins en moins de sous-traitants actifs si les travaux sont bloqués pendant une longue durée. Jusqu'à il y a peu (effet d'inertie ou volonté de continuer sur certains aspect mineurs), des travaux liés aux « compensations écologiques » semblent s'être cependant poursuivis dans la périphérie de la zone. Récemment l'entreprise de « génie écologique » Aquabio qui effectuait pour le compte de Vinci des « évaluations de la qualité des zones aquatiques » sur la zone, a envoyé un mail déclarant qu'elle renonçait à toute nouvelle intervention, après que leur matériels d'étude ait été quelque peu endommagé. Plus récemment deux étudiants d'Angers, envoyés par leur prof, à priori pour le compte de la dreaf, pucer des petites bêtes se sont fait chopper par des occupant-es vers Saint-jean du tertre et vertement renvoyé chez eux. L'université s'est plainte aux naturalistes en lutte qui leur ont expliqué que ce type d'études sur la zone leur semblait intolérables et n'allait finalement que dans le sens de cautionner la destruction des espaces naturels. Il est notable que l'université se retrouve ici à jouer le rôle de sous-traitant alors que les entreprises officielles n'osent plus le faire en leur nom propre.

Les villages d'à coté

Le rapport de force des élus du coin s'est renversé à Vigneux avec l'élection d'une liste qui affiche une volonté claire d'expulsion de la zad (à Notre Dame c'est la liste anti-aéroport mais aussi de fait anti-zad qui a été réélue avec notre ami Jean-Paul Naud qui aurait pourtant paraît-il donné le premier coup de marteau contre la boutique Vinci lors de la manif du 22..) et qui pourrait mettre en œuvre des stratégies de la tension pour pousser à ça. Ces listes ont sans doute capitalisé sur une certaine animosité d'une partie des populations alentours face à la ZAD, entre fantasmes, préjugés réciproques, montages en épingle et stratégie de diabolisation politico-médiatique, mais aussi réalité des embrouilles et conflits de voisinage qui plombent régulièrement l'atmosphère (vols, conflits autour de la chasse, autour de l'accès à la route, agressions des deux cotés...). On peut toutefois espérer que les tensions soient moins conséquentes et pesantes qu'au printemps/été dernier. Ce qui n'empêche pas que si les personnes des villages alentours perçoivent que les zadistes vont rester dans la durée, d'autres formes d'hostilité ou de conflits s'accroissent.

De nouvelles initiatives d'échanges et rencontres entre habitants du coin et occupant-es de la ZAD seraient sans doute les bienvenues. (sur l'exemple de la réunion de l'automne dernier à la Paquelais ou sous d'autres formes)

La d281 et la vie sur la route

Un des points de tension fort reste la difficulté d'accès à la route D281, il y a beaucoup moins de passage aujourd'hui des gens qui viennent de Fay ou de Bouvron et qui ne sont pas content de devoir mettre plus de temps dans leurs trajets quotidiens.. Certains commerçants de la Paquelais se plaignent aussi d'être sur le point de fermer.

A l'intérieur de la zone, la d281 est à la fois un symbole fort de la lutte et un point de cristallisation de tensions depuis les expulsions. Si une trêve durable se confirme, la d281 pourrait être plus accueillante pour que plus de personnes de l'extérieur puissent l'utiliser sans flipper ou détruire leur bagnole (ou que les occupant-e-s et soutiens de la zad détruisent quotidiennement les leurs). Il ne s'agit pourtant pas que la d281 reprenne à l'identique de ce qu'elle était par le passé. Il faudrait pouvoir faire en sorte qu'elle reste à vitesse limitée comme dans une zone habitée ou un village. Beaucoup de gens tiennent à pouvoir marcher, circuler en vélo, voir vivre à coté de la route sans être menacé par les voitures.

Chasse, pêche, nature et traditions

La chasse va être une question de nouveau difficile dans quelques mois, et ce même si beaucoup de personnes se sont impliqués pour que la zone ne soient pas trop envahie de chasseurs, sans que ce soit la guerre. Mais si les chasseurs sentent que la population locale se renforce contre la ZAD, cela risque d'être plus dur de les tenir éloignés.

Sur toutes ces questions, il ne s'agit pas à notre sens que la ZAD rentre dans le rang ? Comment pourtant trouver des moyens de créer des liens de voisinages constructifs au sein de la ZAD et aux alentours prendre en compte et ne pas rester passif-ves face à ce qui fait chier à juste titre des voisins et possibles alliés (ce qui n'inclut évidemment pas Le Duff et les patrons de la région), tout en conservant ce à quoi l'on tient dans les aspects hors normes et subversifs de la ZAD ? Bien sûr tout le monde n'a pas le même point de vue sur ces questions et sur ce qui rentrerait dans l'une ou l'autre de ces catégories (forcément contextuelles) et le débat est à renouveler sur tous ces sujets.

Projections

La zone du dedans

Des personnes viennent ici pour des raisons différentes qui peuvent se recouper ou se confronter : de la protection de la « nature » au rejet du capitalisme, de la désertion du monde de l'aéroport au désir de cultiver, de la volonté de vivre sans consommer à celle d'échapper à la répression, de l'envie d'être tranquille à celle que la zone brasse à fond et d'y faire des rencontres multiples, pour ne pas être locataire, propriétaire ou pour participer à la construction d'un mouvement révolutionnaire....

On peut avoir l'impression que les tensions et polarisations sur la zone sont moins fortes qu'il y a un an, qu'une certaine intelligence collective se trouve et se forge au fil de l'expérience commune de vie sur la ZAD. Pourtant ça n'empêche pas des événements crades qui peuvent sembler ponctuels mais qui sont révélateurs de problèmes récurrents (un occupant qui part en voyage et se fait dépouiller sa maison, des occupant-e-s qui construisent une éolienne puis se la font saboter à plusieurs reprises, des cabanes ou maisons incendiées, une personne qui se fait lyncher à la chat-teigne, des camarades qui partent en tôle avec trop peu de soutien, un menuisier du coin qui soutient la ZAD qui se fait chourrer deux fois ses véhicules et son équipement par une/des personnes de la zad, l'agressivité croissante et la non gestion des chiens qui s'attaquent aux autres animaux et aux humains...et on pourrait allonger la liste...). Beaucoup ont l'impression qu'il y a le plus souvent une absence de réaction collective à la hauteur quand il y a des comportements pourris, et que les gens qui en pâtissent restent souvent isolés. La zad n'est sans doute pas la jungle hostile que certain-e-s décrivent et on ne va pas oublier tout ce qui rompt ici avec l'individualisme, toutes les amitiés et solidarités magiques, tout ce qui se communise ici sans médiation marchande ou bureaucratique... Mais si on prétend se passer à long terme, de flic, d'enfermement psychiatrique, d'industrie pharmaceutique et de prisons, faudra bien qu'on se bouge encore un peu plus pour qu'il se passe quelque chose quand les gens se trashent ou se font carna, quand certains s'enfoncent dans la dépression ou se perdent dans leurs addictions.

Il y a des occupant-e-s d'ici ou des ami-e-s d'ailleurs qui ne se sentent pas à l'aise de passer dans des lieux sur la zad, qui trouvent les ambiances (au choix) véners, défoncées, élitistes, misogynes, réacs ou autres...ça dépend des lieux et des sensibilités. En tout cas, on entend souvent que ça se joue beaucoup au rapport de force ici. Après c'est compliqué ça, parce ce que le monde il est violent, que la zad est pas hors de ce monde et que le but est pas forcément d'établir une charte de bonne morale bien clean sur tous ces sujets. D'autant que c'est pas comme si les chartes changeait forcément

grand chose à la connerie humaine. Et puis il y a plein de manière d'être violent pour les un-e-s qui ne le sont pas pour d'autres, et plein de conflits politiques fertiles qu'il ne s'agit pas de gommer, ou de discriminations puantes (liée à ton sexe ou à ta sexualité, à ta gueule, à l'état de ton casier judiciaire, au vide ton compte en banque, à ton origine géographique, à ton (non)métier ou à ton tracteur..) auxquelles il faut bien s'attaquer quand bien même les cibles des un-e-s peuvent parfois aussi être les auteurs-euses des autres...Au moins, on peut pas dire que le monde soit aussi manichéen que les blockbusters hollywoodiens.

Sans vouloir parler à leur place ni en faire des victimes, on peut pas se cacher qu'il y a des gens qui, ici comme ailleurs, se sentent "indésirables", désavantagés par rapport à d'autres pour prendre la parole dans les espaces d'organisation, pour proposer des projets, qui ne parviennent pas à rejoindre des groupes, ou que ces groupes et espaces d'organisation font chier et qui font leur sauce autrement. Les inégalités sociales et exclusions pré-existantes sont loin d'être toujours bouleversées sur la zone, et c'est sûr aussi que tout le monde n'a pas les mêmes assises pour s'en sortir si la zad tourne court...

Comment on s'organise et comment on reste...

Par le biais d'assemblées comme "sème ta zad", au quotidien ou au gré des événements, certain-e-s d'entre nous ont des contacts réguliers, parfois en confiance, parfois en conflit avec certaines personnes de la Coord, de l'ACIPA, de l'ADECA ou de COPAIN, que ce soit sur des questions de foncier, d'agriculture, d'actions communes, de liens aux comités locaux et de moments de vie. D'autres occupant-es ne voient quasi pas les « agris », « gens des assos » ou des comités en dehors de certaines grandes assemblées. C'est dommage ne serait-ce que parce que du côté de personnes des assos, d'agris, commes d'occupant-es, il peut y avoir un paquet de fantasmes et de caricatures réciproques qui font de sales bases pour penser la zone ensemble à long terme. Au-delà de ça, on a souvent l'impression que ce sont un peu toujours les mêmes personnes qui sont moteurs des structures collectives, qui tentent de résoudre les conflits, qui font circuler les informations... Autour de toutes ces questions, il peut y avoir autant des peurs que certaines cumulent des pouvoirs et prennent des décisions dans le dos des autres que de la frustration sur le manque d'engagement de pas mal d'occupant-es de la zad sur un certain nombre d'enjeux communs pour le mouvement. Sans oublier qu'il peut être tout aussi difficile d'intéresser des personnes à s'engager de manière un peu conséquente dans les groupes et structures existantes, que d'ouvrir réellement celles-ci quand des personnes cherchent à les rejoindre.

Depuis qu'il y a une nouvelle organisation des réunions du jeudi (réu des habitant-e-s), plus de monde participe, notamment des personnes qui ne venaient pas avant. Ces réus étaient en revanche pendant longtemps fort délaissés par les occupant-e-s plus "anciens". D'ailleurs, même si ça se remixe pas mal, on peut dire que certains clivages entre "anciens" occupant-e-s d'avant les expulsions et "nouveaux/elles" demeurent.

Les assemblées bi-hebdomadaires du mouvement ont été depuis un an et demi un espace précieux pour partager des infos, des coups de gueules, confronter des visions ou porter des projets. C'est le seul espace ouvert commun à toutes les composantes de la lutte : des occupant-e-s de la zad aux agris, de la Coord aux comités locaux et camarades de passages. La vague d'expulsion et la manière dont elle a cimenté et galvanisé l'opposition au projet a permis de faire vivre ces assemblées. On peut craindre que si les gens sentent que les menaces s'éloignent, les assemblées soient désertées et que chacun se retire dans son coin. Alors qu'envisager l'avenir de la zad sans l'aéroport devrait constituer en soit une lutte toute aussi excitante et engageante, sûrement toute aussi périlleuse aussi, et une bonne raison de continuer à faire vivre ces assemblées.

On flippe aussi parfois que des gens qui sont là depuis longtemps se disent qu'elles peuvent partir maintenant vivre ailleurs, si le projet d'aéroport se casse la gueule. Et franchement, c'est dur de se projeter à long terme sur des projets, sur l'avenir d'une zone, si l'on ne sait pas sur qui compter. Comment se dit-on qu'il est possible/désirable de rester vivre ici ? Comment se donne-t-on envie de ça entre personnes déjà là et pour que de nouvelles personnes puissent s'installer ?

Depuis le moment où ce texte a été écrit, un groupe a lancé un processus de discussions et de refonte sur les structures d'organisation et de décision sur la ZAD. Une première « grand moment » à ce sujet a eu lieu le 26 juin. Par ailleurs un cycle d'assemblée thématique sur l'avenir de la ZAD devrait démarrer à la rentrée, potentiellement dans le cadre des assemblées bi-hebdomadaires ou en à côté. Par ailleurs, un « séminaire » devrait avoir lieu les 25 et 26 octobre avec la participation de divers espaces/luttes qui ont réussi à l'emporter face à des projets ou à perdurer dans le temps comme Longo Maï, le Larzac, Christiana, les Tanneries, Plogoff. L'objectif est de s'interroger avec ces divers lieux sur le rapport aux autorités, à la conflictualité, à l'autonomie matérielle, aux formes d'organisation, de s'enrichir de leurs expériences, de leurs succès comme de leurs limites.

Dans un sens complémentaire un groupe a proposé la création d'un espace de réflexion et d'une assemblée régulière pour se former et s'organiser sur la question des communs : l'entretien des routes, des chemins et des fossés,

l'approvisionnement en eau et électricité, les structures collectives. On y pense en outre la reconstruction d'un espace collectif en pierre. Des chantiers sur les fossés et chemins sont d'ores et déjà en prévision pour l'automne, ainsi que la réfection d'une grange qui sert de conserverie et d'atelier de transformation.

Collectivisation des terres ?

Pour l'instant toutes les terres appartiennent à AGO par le biais du contrat de concession. Si le projet s'arrête elles vont revenir à l'Etat qui cherchera à les redistribuer comme bon lui semble. Cela crée à la fois un ennemi/interlocuteur commun à ce sujet pour la suite des événements et une certaine marge de manœuvre. Des réflexions pour discerner de possibles formes juridiques adéquates à la collectivisation des terres et les obstacles à ce sujet ont commencé au sein de sème ta ZAD et se sont débattues publiquement lors du week-end sur les luttes paysannes.

L'agriculture et l'accès aux terres ne cesse de poser des questions politiques de fond sur la zone :

- critique radicale de l'agriculture chimique, voire de l'agriculture tout court, face à des paysans qui revendiquent de pouvoir continuer à cultiver sous des formes plus conventionnelles ou aimeraient parfois en bouger mais ne peuvent le faire que progressivement.

- critique de l'exploitation animale dans une zone qui est historiquement liée à l'élevage quand bien même on n'y retrouve pas les formes les plus industrielles et intensives. Personnes sur la zone qui veulent faire sans élevage et d'autres qui développent des projets qui lui sont liés ou ne se voient pas s'en passer.

- débats et conflits intenses autour de la zone sauvage et non-motorisée à l'est. Peur que cette exigence ne soit pas respectée d'un côté et de l'autre de laisser une zone de plus en plus conséquente sans culture sans pour autant être rassuré sur le fait de pouvoir cultiver ou avoir accès au champs ailleurs.

- volonté croissante mais pas toujours partagée pratiquement (voire théoriquement), de développer les structures nécessaires pour une autonomie alimentaire croissante sur la zone : avec des potagers liés à des lieux, des productions en surplus redistribuées directement ou à prix libre au non-marché, des champs partagés, de la transformation pour du lait et du fromage, des achats groupés et du partages de matos, des ateliers mécaniques, lieux de stockage, plusieurs boulangeries et de la production de farine...

Depuis pas mal de discussions et actions se poursuivent à ce sujet. Entre autres :

- *La proposition faite par l'ADECA et COPAIN 44 à Sème ta ZAD de prendre des parts dans une SCI (Société Civile Immobilière) Celle ci se donne entre autre pour objectif d'acheter des terres autour de la ZAD pour empêcher qu'elles soient accaparées par Vinci. Au final il n'y a pas eu de consensus au sein de sème ta ZAD pour rejoindre une telle initiative. Toutefois, un certain nombre d'occupant-es impliqué-es dans des projets agricoles ont décidé de prendre part dans cette SCI qui est en cours de création. La forme SCI a été choisie aussi pour que des comités puissent prendre part..*

- *De nouvelles occupations et mises en culture de terres pour empêcher les redistributions opérées par AGO/Vinci et préparer l'avenir :*

le 05 octobre dernier 24ha de terres avaient été semé collectivement malgré les interdictions préfectorales. Le 30 mai une centaine de personnes se sont retrouvées de nouveau dans un ballet de semeurs, semeuses et de tracteurs pour un semis collectif de sarrasin sur une dizaine d'hectares. Ces terres, situées dans la zone travaux, n'avaient pas été cultivées depuis 2012. Les agriculteurs les cultivant par le passé, en signant des accords amiables avec AGO/Vinci, avaient de fait renoncé à l'exploitation des parcelles en question. Le mouvement de lutte contre l'aéroport et son monde, dont les agriculteurs en lutte ayant refusé de signer, a permis d'empêcher le bétonnage de ces terres. Aujourd'hui, elles sont libres d'usage. L'ambition de ce semis était de préserver ces terres de l'agrandissement ou de tout autre artificialisation, dans la continuité de la dynamique d'occupation des terres. Cette action visait aussi à ouvrir largement le débat sur une possible réserve foncière et affirmer la nécessité d'une gestion collective des terres.

- *Sans oublier des points de désaccord et de blocage au sein du mouvement comme en témoigne la polémique emblématique autour du « chemin du pimkie » sur lequel certain-es demandaient l'accès en tracteur à quelques moments dans l'année. Cela devait permettre de travailler sans faire de grand détour un champ collectif de patates. D'autres ont choisi de laisser ce chemin barricadé jusqu'à ce jour en le considérant comme impérativement inclus dans la « zone non motorisée »*

La victoire ?

La victoire possible face au projet d'aéroport peut intensifier des types de peurs à la fois conjointes et souvent contradictoires. on en déploie quelques un-e-s ici de manière sûrement caricaturales mais pour mieux les questionner :

- celle d'un certain nombre d'occupant-e-s arrivé-e-s ces dernières années ou depuis les expulsions qui ont parfois tout lâché pour venir ici, y ont trouvé une vie désirable et qui craignent un retour à la normale où ils se feraient jeter comme des malpropres et sans soutiens dans un processus de redistribution classique des terres dans le monde agricole ou encore pour laisser place à d'autres projets d'aménagements capitaliste du territoire.

- celle de paysan-es qui ont résisté et mis en jeu leur ferme et leur vie pour garder leurs terres et qui craignent de s'en voir à terme interdire l'accès par d'autres occupant-es ou de se retrouver à rester dans un zone qui leur serait profondément hostile et dans laquelle ils n'auraient plus leur place.

- celle que seuls ceux qui portent des projets agricoles considérés comme "productifs" soient considérés comme légitimes et qu'à contrario les formes de vie et de d'habitats qui ne soient pas liés à l'agriculture n'aient plus leur place sur la zone.

- celle pour certain de bosser dans leur coin pour alimenter un marché interne pour des personnes avec qui les liens n'iraient pas beaucoup plus loin que le rapport producteur/consommateur classique, l'argent en moins, et le mépris en plus parfois.

- celle que la zone devienne invivable si l'on est moins pris par un élan offensif/défensif commun et que les tensions du quotidien se renforcent sans qu'on soit capable de les prendre à bras le corps

Il est bien sûr possible d'exorciser ces destins funestes d'un coté comme de l'autre, si le maximum de personnes ici font exploser un tant soit peu ces cases et catégorisations idéologiques, et se bougent dans les mois à venir. L'héritage immédiat de cette lutte composite devrait nous permettre d'expérimenter et de rester ensemble et pas simplement les uns à coté des autres ou les uns contre les autres sur cette zone. Des personnes de tous cotés ont l'air de vouloir aller dans ce sens. C'est dans ce moment charnière que cela va se décider et qu'il nous faut faire des choix clairs en tant que mouvement. Et c'est dans ce sens que chacun-e devrait s'exprimer sur ses envies et ses angoisses, sur sa vision du futur sur la zone. En prenant le temps nécessaire puisque la menace se fait aujourd'hui moins pressante. Nous pouvons souhaiter arriver dans les mois à venir à un engagement commun des diverses composantes de la lutte sur la volonté de garder une zone libre, et d'expérimentation sociale et agricole. Mais ces déclarations seraient vaines si nous ne commençons pas à en creuser le sens et à envisager ensemble dès maintenant les moyens très concrets d'y parvenir.



Pour rebondir

On a jeté tout ça en vrac et dans le fond ce qui nous motive c'est de se donner les moyens ensemble de discuter de l'avenir de la zone, de trouver les formes et pleins de cercles différents, par groupes d'affinités, entre occupant.e.s, avec d'autres composantes, en petits groupes et en grandes assemblées, en récoltant des salades, autour d'une bière ou par textes interposés. Et puis là dans le fond, on est reparties de quelques enjeux à notre sens pressants du moment. Mais on a pas tellement abordé la manière dont on imagine une zone libre et contagieuse; ou seulement dans ses prémices. A tout prendre, on a encore pas mal de rêves à construire et de cauchemars à donner à Auxiette et ses spectres...

Si vous avez des remarques à faire ou des envies de discuter de ce texte, il est possible d'envoyer un mail à reclaimthead@riseup.net qui transmettra.